

# **REPUBLIQUE DU BURUNDI**

## **Ambassade du Burundi en**

### **France**

#### **Intervention du Burundi à la 229<sup>ème</sup> session.**

##### **Commission politique.**

**Paris, le 18 Septembre 2020**

**1-**Mon premier mot lors de ces travaux sera de féliciter M. le Président pour la façon dont il conduit les travaux et surtout Monsieur le Directeur pour la confiance que la Secrétaire Générale a placée en lui.

Je voudrais également remercier le Président de la commission pour avoir programmé l'étude d'une résolution relative à la levée des mesures prises contre le Burundi suite à la crise de 2015, comme le CPF l'avait recommandé dans sa dernière session.

**2-**Lors de notre précédente rencontre, mon pays était encore en plein processus électoral ; celui-ci a été clôturé le 24 aout 2020 par la mise en place des conseils collinaires. La particularité de ce dernier scrutin est qu'il se fait en dehors de la lutte des partis, tous les candidats se présentant en indépendants.

Comme le dit le rapport, toutes les institutions élues durant le marathon électoral démarré le 20 mai sont au travail. J'en profite pour amener quelques éclaircissements au rapport de la Direction des Affaires Politiques et de Gouvernance Démocratiques "DAPG".

Le Ministre Gervais NDIRAKOBUCA en charge de l'Intérieur, du Développement Communal et de la Sécurité Publique est un officier de police ayant le grade de Commissaire de Police Chef. Je ne comprends pas pourquoi il est mis en exergue ici avec le Ministre Albert SHINGIRO, un diplomate de renom ainsi que les Gouverneurs de province issus de l'Armée. Pour ma part, je vous dirai qu'il n'ya rien d'anormal ; l'armée, la police et la diplomatie burundaise constituent un vivier dans lequel le Président de la République peut puiser comme il le fait dans les autres secteurs socioprofessionnels, le maitre-mot étant la compétence. Quoi de plus normal qu'un expert de la sécurité dirige un ministère ayant la sécurité publique dans ses attributions ou qu'un diplomate chevronné devienne patron de la diplomatie ?

L'originalité de ce Gouvernement est plutôt qu'il est resserré, qu'il a un coordonnateur unique, le Premier Ministre, qu'il respecte à la lettre les équilibres ethniques et de genre issus des Accords d'Arusha et repris par la constitution ; il comprend en outre un ministre issu de la société civile ainsi qu'un membre de l'ethnie minoritaire twa, ce qui est une première au Burundi.

Il n'ya rien d'anormal à ce qu'un groupe parlementaire, en l'occurrence le CNL, boycotte une séance tant qu'il le fait dans les limites fixées par la loi. Tout ce que nous pouvons dire c'est que la procédure de nomination du Vice-Président et du Premier Ministre a été respectée à la lettre : le Président de la République, fort de ses pouvoirs discrétionnaires, propose des personnalités et le Parlement se réunit, toutes affaires cessantes, pour les approuver ou pas.

Concernant le Parlement, je me dois d'apporter les corrections suivantes :

En date du 10 août, les Députés ont procédé à l'élection du bureau de l'Assemblée Nationale et ont mis à la tête de l'institution l'Honorable Gélase Daniel NDABIRABE ; le Sénat a fait de même le 25 août et a porté à sa présidence l'Honorable Emmanuel SINZOHAGERA.

**3-**En mettant en place son équipe, S.E.M. le Président de la République a voulu un Gouvernement travailleur et qui gère en bon père de famille. **”Leta Nkozi, Leta Mvyeyi”**

Pour lancer cette nouvelle dynamique, le Président sillonne le pays pour rencontrer tous les acteurs, élus ou pas, et les amener à changer de mentalité et de méthodes. En rencontrant la population et les administratifs, en réunissant les représentants des églises, les responsables des partis politiques...il veut impliquer tout le monde et rappeler que tout burundais est concerné. En plus, pour que le bien commun ne soit pas accaparé par un petit nombre, Il vient de

créer un numéro vert qui servira à dénoncer les auteurs des actes de malversations économiques et la mise en place d'une boîte à suggestions pour chaque bureau communal.

Je terminerai mon intervention sur le volet diplomatique :

Comme il l'a annoncé lors de son investiture, le Burundi ne peut pas vivre en vase clos et le Président de la République entend l'ouvrir davantage au monde dans une relation bénéfique à toutes les parties et respectant les identités et la souveraineté des Etats.

C'est dans cette optique qu'il multiplie les entretiens avec les représentants de la communauté internationale et que des actions sont menées dans le cadre du bon voisinage ; les rencontres bilatérales Rwanda-Burundi signalées dans le rapport s'inscrivent dans cette optique.

Un accent particulier doit être mis sur le début de dialogue avec l'Union Européenne et surtout la visite de Madame Bintou KEITA, Sous-secrétaire Générale de l'ONU pour l'Afrique et M HUANG XIA, Envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU dans la région des Grands Lacs. Les entretiens avec le représentant de l'UE et la mission dépêchée par le Secrétaire Général de l'ONU visent à relancer nos relations mises à mal par les contrecoups de la crise de 2015. Cette volonté de normalisation signifie ici que tous les sujets de friction peuvent être abordés à commencer par les sanctions décrétées par l'UE et la présence du Burundi sur

l'agenda du CSNU (Conseil de Sécurité des Nations Unies) que plus rien n'explique.

Le premier résultat de cette politique d'ouverture au monde est que les réfugiés burundais rentrent en masse, aussi bien de la Tanzanie que du Rwanda, ce qui est une preuve de stabilisation par excellence.

Je voudrais clore mon propos en rappelant que le pouvoir issu du scrutin du 20 mai s'est juré d'améliorer ses rapports avec le monde, mais cela ne se fait pas à sens unique ; j'appelle donc la communauté internationale en général et la francophonie en particulier à soutenir et accompagner le Burundi dans cette nouvelle dynamique.

**Je vous remercie.-**